

Date de dépôt : 24 septembre 2012

Rapport

de la Commission des travaux chargée d'étudier :

- a) **PL 10952-A** **Projet de loi du Conseil d'Etat de bouclage des lois 6108, 6452, 7101, 7263, 7576, 7578, 7606, 7737, 7782, 7785, 7838, 8195, 8196, 8257, 8438, 8577, 8580, 8784, 8820, 8838, 8860, 8863, 8962, 9271, 9347, 9350, 9526 et 9595**
- b) **PL 10953-A** **Projet de loi du Conseil d'Etat de bouclage des lois 3878, 3981, 4958, 5092, 5121, 5162, 5252, 5280, 5335, 5495, 5715, 5915, 5916, 5930, 6231, 6233, 6255, 6969, 7124, 7822, 8007, 8266, 8747, 9293 et 9325**

Rapport de M^{me} Anne Mahrer

Mesdames et
Messieurs les députés,

La Commission des travaux a examiné ces 2 projets lors de sa séance du 15 mai 2012 sous la présidence de Mme Lydia Schneider Hausser.

Ils nous ont été présentés par M. D.-P. Anklin, directeur administratif et financier, DCTI, et M. A. Rosset, responsable budget investissements, DCTI. Nous les remercions pour la clarté de leurs explications et leur précieuse collaboration.

M. P.-A. Girard, secrétaire général adjoint, DCTI, assistait à la séance.

Le procès-verbal a été tenu par M. Guillaume Gönczy.

M. Anklin accompagne ses propos d'une présentation visuelle qui est jointe en annexe au présent rapport. En préambule, il précise que les lois

concernées sont parfois très anciennes. Ainsi, 200 lois d'investissement terminées n'ont pas été bouclées dans les délais prévus dans la LGAF (future LGF). Cela implique que les éléments de comptabilité financière ne sont pas les mêmes qu'actuellement. Les normes IPSAS n'étaient alors pas encore en vigueur. Le nouveau règlement sur les investissements a fait son apparition en 2006 seulement.

La Direction Générale des Investissements (ci-après DGI) a lancé une opération de nettoyage du référentiel de loi pour assurer la conformité avec la LGAF (LGF), mettre à jour et optimiser les systèmes d'information financière et de suivi des projets d'investissements.

Il présente les 4 « lots » homogènes de lois. M. Anklin débute par le lot 1, soit le bouclage des lois n'ayant plus fait l'objet de dépenses depuis 2006. Il précise que l'acte normatif le plus ancien de ce groupe a été voté en 1972. Le lot est divisé en deux groupes distincts : les lois « finances/ informatique » et les lois « travaux/ transports », pour un total de 53 lois. Les lois du premier groupe représentent 318,25 mios de crédit voté, pour 16,49 mios de recettes. Les dépenses réalisées s'élèvent à 319,51 mio et les recettes à 21,43 mios. Le cadre budgétaire a donc été respecté, car les principes de comptabilité de l'époque permettaient une compensation de l'écart des dépenses par des recettes supérieures.

Il présente ensuite les cinq lois qui n'ont pas respecté le crédit voté. Mentionnant l'adaptation des applications et équipements informatiques à l'an 2000, il indique que le dépassement est dû à une sous-estimation de l'ampleur que nécessitait ce changement. Les autres dépassements sont anecdotiques, exception faite de la loi 8860 sur la modernisation de la centrale téléphonique 144 qui affiche un dépassement de 400 000 francs.

Un député (S) demande si cette centrale a un quelconque lien avec la centrale SIS. Il indique que certains cantons regroupent ces deux centrales.

M. Anklin rappelle que ces lois sont très vieilles. Il n'existait alors aucune synergie entre les deux centrales.

M. Rosset indique que ce dépassement est dû à l'achat d'équipements supplémentaires que le G8 d'Evian rendait indispensable.

M. Anklin expose une synthèse financière d'un groupe de 25 lois de type travaux/ transports, qui représentent 161,07 mios de crédit voté pour 7,91 mios de recettes prévues. Les dépenses réelles ont finalement été de 173,12 mios, soit 12 mios de dépassement. Toutefois, de tels dépassements étaient alors justifiés par des recettes largement supérieures à la prévision, ces dernières ayant atteint 16,83 mios. M. Anklin précise qu'à l'heure actuelle, un

tel dépassement ne se justifierait pas, toutefois, la pratique de l'époque l'autorisait.

Il indique que 9 lois dépassent les crédits votés et en présente la liste.

Un député (L) demande en quoi consistent les recettes.

M. Anklin répond qu'il s'agit majoritairement de subventions versées par la Confédération. Il s'agit parfois d'une participation financière d'autres cantons. Il évoque le projet du barrage du Seujet, projet au sein duquel les dépenses effectuées ont dépassés le crédit voté. La large participation financière des autres cantons, qui n'avait pas été prévue, s'est toutefois avérée très importante.

Ce même député s'étonne que la subvention fédérale n'ait pas été prévue lors du vote du crédit.

M. Anklin rappelle que ces lois sont très anciennes et indique qu'à l'époque, les recettes n'étaient pas particulièrement bien estimées. Il précise qu'il existait alors cette logique de compensation entre les dépenses et les recettes qui n'est aujourd'hui plus admise.

Il indique qu'on peut s'étonner de la modestie du crédit initialement voté pour l'étude de la liaison routière sous la rade, qui n'est pas réaliste au demeurant. Le renchérissement joue également un rôle dans les différents dépassements. Si de nos jours, cet élément est incorporé au crédit, ce n'était pas forcément le cas à l'époque.

Ce même député demande la date de la réalisation de la loi 5930 sur la réalisation de la première étape de compostage sur le site du Nant-de-Châtillon.

M. Rosset indique que cette loi a été votée en avril 1987, les premières réalisations ont dû être effectuées dans les années suivantes.

Une députée (Ve) évoque le site du Nant-de-Chatillon. Elle se demande pourquoi la totalité des crédits n'ont pas été regroupés en un seul crédit de boucllement.

M. Anklin souligne la pertinence de la question. Il indique que pour construire le lotissement, il a été fixé trois conditions. La première est que les lois doivent ne plus avoir aucune dépense depuis fin 2005, et ne sont donc pas soumises au nouveau règlement sur les investissements (entré en vigueur le 1er janvier 2006). Ainsi, les lois qui ne sont pas bouclées à cette date sont présentées sous forme de boucllement individuel.

Cette même députée ne remet pas cela en question. Elle pense toutefois qu'il serait judicieux de mentionner ce critère de choix dans le rapport. Il est,

selon elle, fort appréciable de pouvoir constater le coût global et les dépassements globaux.

M. Anklin indique que rien n'empêche la présentation accessoire du projet sous cette forme, en sachant que les règles comptables ne seraient pas identiques.

La Présidente remercie les auditionnés et suggère de passer au vote du PL 10952.

Elle procède au vote d'entrée en matière du PL 10952 :

Pour : 13 (2 MCG, 1 UDC, 2 L, 2 R, 1 PDC, 3 Ve, 2 S)

Contre : –

Abstention : –

La Présidente procède au vote du deuxième et troisième débat du PL 10952

Titre et préambule : pas d'opposition- ADOPTÉ

Article 1 : pas d'opposition- ADOPTÉ

Article 2 : pas d'opposition- ADOPTÉ

Article 3 : pas d'opposition- ADOPTÉ

Vote final sur le PL 10952

Pour : 13 (2 MCG, 1 UDC, 2 L, 2 R, 1 PDC, 3 Ve, 2 S)

Contre : –

Abstention : –

Le PL 10952 est adopté à l'unanimité.

La Présidente passe ensuite au vote d'entrée en matière du PL 10953

Pour : 13 (2 MCG, 1 UDC, 2 L, 2 R, 1 PDC, 3 Ve, 2 S)

Contre : –

Abstention : –

Un député (MCG) évoque le bouclement de la loi 8747 ouvrant un crédit d'investissement en faveur de la mise en conformité d'installations et de détention d'animaux.

Une députée (Ve) indique qu'il s'agit de la construction de deux étables et d'une porcherie à Genthod. Les détails se trouvent aux pages 24 et 25 du document papier.

La Présidente procède au vote du deuxième et troisième débats du PL 10953

Titre et préambule : pas d'opposition- ADOPTÉ

Article 1 : pas d'opposition- ADOPTÉ

Article 2 : pas d'opposition- ADOPTÉ

Article 3 : pas d'opposition- ADOPTÉ

Vote final sur le PL 10953

Pour : 13 (2 MCG, 1 UDC, 2L, 2 R, 1 PDC, 3 Ve, 2 S)

Contre : –

Abstention : –

Le PL 10953 est adopté à l'unanimité.

Catégorie des débats : extraits.

Nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les députés, à suivre les votes de la commission et à adopter ces 2 projets de lois.

Annexe mentionnée

Projet de loi (10952)

de boucllement des lois 6108, 6452, 7101, 7263, 7576, 7578, 7606, 7737, 7782, 7785, 7838, 8195, 8196, 8257, 8438, 8577, 8580, 8784, 8820, 8838, 8860, 8863, 8962, 9271, 9347, 9350, 9526 et 9595

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Boucllement

¹ Le boucllement de la loi n° 6108, du 15.04.1988, pour la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement à Moillesulaz, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 7 070 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 7 070 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

² Le boucllement de la loi n° 6452, du 25.01.1990, pour la réalisation du tronçon genevois de la Voie suisse - Publication ouvrage, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 1 170 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 1 202 294 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -32 294 F |

³ Le boucllement de la loi n° 7101, du 21.10.1994, pour l'achat du bâtiment administratif des services industriels, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 15 000 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 15 000 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

⁴ Le boucllement de la loi n° 7263, du 26.04.1996, pour le Stade la Praille - Part cantonale, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 20 000 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 20 000 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

⁵ Le boucllement de la loi n° 7576, du 30.05.1997, pour l'étude - Nouvelle application budgétaire, comptable et de gestion /NABUCO, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 1 000 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 989 766 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 10 234 F |

⁶ Le boucllement de la loi n° 7578, du 30.05.1997, pour l'acquisition des bâtiments du centre des Tattes à Vernier, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 30 427 932 F |
| • dépenses brutes réelles | 30 427 932 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

⁷ Le boucllement de la loi n° 7606, du 25.09.1997, pour l'étude de la réalisation d'un réseau de chauffage à distance CADIOM, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 1 000 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 757 257 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 242 743 F |

⁸ Le boucllement de la loi n° 7737, du 19.12.1997, destinée à mettre à disposition des Hôpitaux Universitaires de Genève les ressources financières leur permettant de procéder au renouvellement ou à l'acquisition d'équipements médicaux et médico-techniques nécessaires à la bonne prise en charge des patients, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 39 906 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 39 906 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

⁹ Le bouclement de la loi n° 7782, du 05.11.1998, pour l'acquisition d'un bâtiment administratif sis au 16, boulevard de la Cluse, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 33 000 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 33 000 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

¹⁰ Le bouclement de la loi n° 7785, du 04.11.1998, pour le CERN - Travaux génie civil liés au nouvel accélérateur de particules, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 6 250 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 6 250 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

¹¹ Le bouclement de la loi n° 7838, du 25.09.1998, pour l'adaptation des applications et équipements informatiques à l'an 2000 y.c. AFC, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 48 200 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 49 509 527 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -1 309 527 F |

¹² Le bouclement de la loi n° 8195, du 31.08.2000, pour l'Association Exposition nationale /Fonds «art, culture, événements» se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 1 936 300 F |
| • dépenses brutes réelles | 1 936 300 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

¹³ Le bouclement de la loi n° 8196, du 31.08.2000, pour l'Association Médi@muros – Journée genevoise à l'Expo.02, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 1 284 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 1 525 763 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -241 763 F |

¹⁴ Le boucllement de la loi n° 8257, du 16.02.2001, pour l'étude de modernisation de l'informatique des offices des poursuites et des faillites, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 350 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 336 366 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 13 634 F |

¹⁵ Le boucllement de la loi n° 8438, du 10.05.2001, pour l'achat de bâtiments et de terrains propriété de Battelle Memorial Institute at Columbus à Carouge, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 92 835 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 92 835 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

¹⁶ Le boucllement de la loi n° 8577, du 26.04.2002, pour le projet Réseau de stockage centralisé, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 4 146 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 4 142 951 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 3 049 F |

¹⁷ Le boucllement de la loi n° 8580, du 26.04.2002, pour le projet Extension de l'équipement en division élémentaire, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 2 714 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 2 602 516 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 111 484 F |

¹⁸ Le boucllement de la loi n° 8784, du 10.06.2004, pour l'Association Médecins sans frontières - Suisse /MSF-Suisse, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 1 500 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 1 500 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

¹⁹ Le bouclement de la loi n° 8820, du 13.12.2002, pour la Fondation Clair Bois pour transformation et équipement d'un bâtiment à Pregny-Chambésy, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 3 000 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 3 000 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

²⁰ Le bouclement de la loi n° 8838, du 13.12.2002, pour l'Office de la jeunesse - Divers équipements, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 498 800 F |
| • dépenses brutes réelles | 502 931 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -4 131 F |

²¹ Le bouclement de la loi n° 8860, du 13.12.2002, pour la modernisation de la centrale téléphonique 144, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 700 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 1 100 172 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -400 172 F |

²² Le bouclement de la loi n° 8863, du 04.04.2003, pour le service de l'agriculture - Améliorations foncières, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 1 500 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 1 174 509 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 325 491 F |

²³ Le bouclement de la loi n° 8962, du 16.05.2003, pour la mensuration officielle – Projet Nouvelle réponse au public, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 200 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 187 326 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 12 674 F |

²⁴ Le bouclement de la loi n° 9271, du 29.10.2004, pour la Fondation Aigues-Vertes - Nouvelle ferme et annexes, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 1 142 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 1 142 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

²⁵ Le bouclement de la loi n° 9347, du 18.03.2005, pour les Etablissements publics socio-éducatifs pour personnes handicapées mentales, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 515 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 515 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

²⁶ Le bouclement de la loi n° 9350, du 22.04.2005, pour la Fondation Clair Bois en faveur des enfants et jeunes adultes infirmes moteurs cérébraux, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 600 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 600 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

²⁷ Le bouclement de la loi n° 9526, du 07.10.2005, pour les HUG – Subvention – Acquisition d'un robot chirurgical par télémanipulateur, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 2 000 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 2 000 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

²⁸ Le bouclement de la loi n° 9595, du 07.10.2005, pour la fondation des compagnons d'Emmaüs-Genève, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 300 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 300 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

Art. 2 Subvention fédérale

¹ Les subventions fédérales non prévues dans la loi n° 6452 se sont élevées à 758 F.

² Les subventions fédérales prévues dans la loi n° 7578, estimées à 15 587 000 F, sont de 15 587 000 F, soit égales au montant voté.

³ Les subventions fédérales prévues dans la loi n° 7737, estimées à 900 000 F, sont de 0 F.

⁴ Les subventions non prévues dans la loi n° 8196 se sont élevées à 241 764 F.

⁵ La subvention fédérale prévue dans la loi n° 8438 sans être chiffrée, s'est élevée à 5 599 974 F.

Art. 3 Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993.

Projet de loi (10953)

de boucllement des lois 3878, 3981, 4958, 5092, 5121, 5162, 5252, 5280, 5335, 5495, 5715, 5915, 5916, 5930, 6231, 6233, 6255, 6969, 7124, 7822, 8007, 8266, 8747, 9293 et 9325

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Boucllement

¹ Le boucllement de la loi n° 3878, du 01.12.1972, pour l'étude d'aménagement du quartier des Grottes – Phase 2, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 5 000 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 5 000 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

² Le boucllement de la loi n° 3981 du 14.11.1974, pour l'élaboration d'un plan directeur des transports, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 2 500 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 2 376 953 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 123 047 F |

³ Le boucllement de la loi n° 4958 du 14.12.1978, pour la construction du carrefour route Chancy et Pont-Butin, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 8 700 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 12 482 482 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -3 782 482 F |

⁴ Le boucllement de la loi n° 5092 du 11.10.1979, pour construction de la Station d'épuration de La Plaine ainsi que le raccordement des eaux usées Cartigny-Avully-Russin, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 2 856 750 F |
| • dépenses brutes réelles | 2 799 750 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 57 000 F |

⁵ Le boucllement de la loi n° 5121 du 08.05.1980, pour les aménagements routiers de la ZI Bois-de-Bay, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 9 420 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 17 904 505 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -8 484 505 F |

⁶ Le boucllement de la loi n° 5162 du 17.09.1982, pour l'étude de la liaison routière sous la rade, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 200 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 1 459 758 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -1 259 758 F |

⁷ Le boucllement de la loi n° 5252 du 07.05.1981, pour la réfection de la piste d'accélération de l'aéroport, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 50 000 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 50 000 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

⁸ Le boucllement de la loi n° 5280 du 18.02.1982, pour l'étude de route d'évitement au Grand-Saconnex, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|------------|
| • montant brut voté | 200 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 367 139 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -167 139 F |

⁹ Le boucllement de la loi n° 5335 du 03.06.1982, pour des travaux d'assainissement sur le site de la décharge du Nant de Châtillon, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 5 390 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 5 306 739 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 83 261 F |

¹⁰ Le boucllement de la loi n° 5495 du 16.09.1983, pour des travaux d'aménagement sur la route de Sauvergnny, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 5 600 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 6 000 513 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -400 513 F |

¹¹ Le boucllement de la loi n° 5715 du 01.11.1985, pour l'assainissement du hameau de Monniaz, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 225 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 225 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

¹² Le boucllement de la loi n° 5915 du 22.01.1987, pour l'étude géophysique dans le canton de Genève, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 730 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 730 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

¹³ Le boucllement de la loi n° 5916 du 09.04.1987, pour l'étude de l'extension de la station épuration d'Aïre, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 12 000 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 11 000 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 1 000 000 F |

¹⁴ Le boucllement de la loi n° 5930 du 09.04.1987, pour la réalisation de la 1ère étape de compostage sur le site de Nant de Châtillon, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 2 600 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 3 905 389 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -1 305 389 F |

¹⁵ Le bouclement de la loi n° 6231 du 08.06.1989, pour la participation aux frais de couverture des voies CFF à Saint-Jean, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 15 150 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 15 150 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

¹⁶ Le bouclement de la loi n° 6233 du 16.12.1988, pour l'étude du tronçon genevois de la Voie suisse au bord du lac d'Uri., se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 120 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 124 943 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | - 4 943 F |

¹⁷ Le bouclement de la loi n° 6255 du 27.01.1989, pour l'aménagement du site archéologique à la cathédrale Saint-Pierre, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 3 731 950 F |
| • dépenses brutes réelles | 3 731 950 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 0 F |

¹⁸ Le bouclement de la loi n° 6969 du 07.10.1993, pour la reconstruction du téléphérique du Salève, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 9 358 145 F |
| • dépenses brutes réelles | 9 358 143 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 2 F |

¹⁹ Le bouclement de la loi n° 7124 du 24.03.1995, pour le prolongement de la rue Lect, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|--------------|
| • montant brut voté | 17 100 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 17 194 443 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -94 443 F |

²⁰ Le bouclement de la loi n° 7822 du 20.11.1998, pour des travaux de transformation et d'aménagement du bâtiment «La Clairière» à Montfleury /Satigny, se décompose de la manière suivante :

| | |
|--|-------------|
| • montant brut voté (y compris renchérissement estimé) | 3 412 366 F |
| • dépenses brutes réelles (y compris renchérissement réel) | 3 892 437 F |
| | <hr/> |
| • surplus dépensé | -480 071 F |

²¹ Le bouclement de la loi n° 8007 du 23.09.1999, pour l'étude de la construction d'un parking de 400 places pour l'OMC, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 946 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 135 425 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 810 575 F |

²² Le bouclement de la loi n° 8266 du 23.06.2000, pour la rénovation de la Maison des associations, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 900 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 899 487 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 513 F |

²³ Le bouclement de la loi n° 8747 du 27.06.2002, pour les mesures d'urgence en faveur de l'agriculture et la mise en conformité d'installations de détention d'animaux, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-------------|
| • montant brut voté | 1 200 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 1 188 500 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 11 500 F |

²⁴ Le bouclement de la loi n° 9293 du 27.08.2004, pour la HEG Batelle - Bâtiments CEF, se décompose de la manière suivante :

| | |
|--|-------------|
| • montant brut voté (y compris renchérissement estimé) | 2 928 261 F |
| • dépenses brutes réelles (y compris renchérissement réel) | 1 141 409 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 1 786 852 F |

²⁵ Le bouclement de la loi n° 9325 du 17.12.2004, pour la restauration de la barque la NEPTUNE, se décompose de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| • montant brut voté | 800 000 F |
| • dépenses brutes réelles | 750 000 F |
| | <hr/> |
| • non dépensé | 50 000 F |

Art. 2 Subvention fédérale

¹ Les subventions non prévues dans la loi n° 3878 se sont élevées à 123 729 F.

² Les subventions fédérales non prévues dans la loi n° 4958, se sont élevées à 2 975 446 F.

³ Les subventions fédérales non prévues dans la loi n° 5121, se sont élevées à 2 817 123 F.

⁴ Les subventions fédérales non prévues dans la loi n° 5252, se sont élevées à 6 396 758 F.

⁵ Les subventions fédérales non prévues dans la loi n° 5335, se sont élevées à 443 614 F.

⁶ Les subventions fédérales non prévues dans la loi n° 5930, se sont élevées à 555 167 F.

⁷ Les subventions prévues dans la loi n° 6969, estimées à 1 636 800 F, sont de 1 636 800 F, soit égales au montant voté.

⁸ Les subventions fédérales prévues dans la loi n° 7124, estimées à 4 000 000 F, sont de 7 648 000 F, soit supérieures au montant voté de 3 648 000 F.

⁹ Les subventions fédérales prévues dans la loi n° 7822, estimées à 1 313 466 F sont de 2 145 660 F, soit supérieures au montant voté de 832 194 F.

¹⁰ Les subventions fédérales prévues dans la loi n° 9293, estimées à 960 478 F sont de 0 F, soit inférieures au montant voté de 960 478 F.

Art. 3 Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993.

Boucléments de lois d'investissement

Lots 1&3

Commission des Travaux
15.05.2012



CONTEXTE

- **Constat :** environ 200 lois d'investissement terminées n'ont pas été bouclées dans les délais stipulés dans la LGAF (future LGF)
- **Environnement :** de nombreux changements sont intervenus entre le vote des lois et leur bouclément :
 - introduction de la CFI
 - passage aux normes IPSAS
 - nouveau règlement sur les investissements
- **Mesures :** la Direction Générale des Investissements (DGI) à lancé une **opération de nettoyage du référentiel de loi** pour :
 - **assurer la conformité avec la LGAF (LGF)**
 - **mettre à jour et optimiser les systèmes d'information financière et de suivi des projets d' investissements**



METHODE

Boucllement des lois par lots homogènes dès 1^{er} trim. 2012

- LOT 1** les projets de loi de boucllement des lois les plus anciennes, sans dépenses depuis 2006 (53 lois)
- LOT 2** les projets de loi de boucllement pour les lois terminées depuis plus de 2 ans (71 lois)
- LOT 3** les projets de loi de boucllement des 16 crédits de programme 2008-2010
- LOT 4** les projets de loi de boucllement des lois terminées depuis moins de 2 ans (63 lois)



LOT 1

Boucllement des lois n'ayant plus fait l'objet de dépenses depuis 2006



INTRODUCTION

Des objets différents mais une caractéristique commune : des lois anciennes !

- Lois qui n'ont plus fait l'objet de dépenses ou de recettes depuis 2006
- La plus ancienne a été votée en 1972

Lot divisé en deux groupes :

- Lois du type "finance / informatique" (28 lois)
- Lois du type "travaux / transports" (25 lois)

Résultats de l'opération :

- **Mise en conformité avec la LGAF (LGF)**
- **Nettoyage du référentiel de lois dans les systèmes d'information**



SYNTHESE FINANCIERE : groupe finance / info

| Crédits votés | | Réalisé | | Ecart <i>(réalisé - crédits votés)</i> | |
|---------------|----------|----------|----------|---|----------------|
| Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 318.25 | 16.49 | 319.51 | 21.43 | 1.26 0.40% | 4.94 29.96% |

Mios F

- **28 lois**
- **dépenses en léger dépassement (+0.4%)**
- **recettes supérieures à ce qui était prévu (+30%)**
- **la situation nette (dépenses – recettes) de ces lois présente une économie de 3.7 mios F**



SYNTHESE FINANCIERE : groupe finance / info

5 lois en dépassement

| Lois | Crédits votés | | Réalisé | | Ecart (réalisé - crédits votés) | |
|--|---------------|------|--------------|-------------|------------------------------------|-----------|
| | Dép. | Rec. | Dép. | Rec. | Dép. | Rec. |
| 6452 Réalisation sur le tronçon genevois de la Voie suisse - Publication ouvrage | 1.17 | | 1.20 | | 0.03 | 3% |
| 7838 Adaptation des applications et équipements informatiques à l'an 2000 y.c. AFC | 48.20 | | 49.51 | | 1.31 | 3% |
| 8196 Association Médi@muros - Journée genevoise à l'Expo.02 | 1.28 | | 1.53 | 0.24 | 0.25 | 20% |
| 8838 Divers équipements pour l'office de la jeunesse | 0.50 | | 0.50 | | 0.00 | 1% |
| 8860 Modernisation de la centrale téléphonique 144 | 0.70 | | 1.10 | | 0.40 | 57% |
| TOTAL lois en dépassement | 51.85 | | 53.84 | 0.24 | 1.99 | 4% |

Mios F



Département des constructions et des technologies de l'information
Direction Générale des investissements

Page 7

SYNTHESE FINANCIERE : groupe travaux / transp.

| Crédits votés | | Réalisé | | Ecart (réalisé - crédits votés) | |
|---------------|----------|----------|----------|------------------------------------|--------------------------------|
| Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 161.07 | 7.91 | 173.12 | 24.74 | 12.05 7.48% | 16.83 212.77% |

Mios F

- ▶ 25 lois
- ▶ dépenses en dépassement (+7.5%)
- ▶ recettes supérieures à ce qui était prévu (+213%)
- ▶ la situation nette (dépenses – recettes) de ces lois présente une économie de 4.8 mios F



Département des constructions et des technologies de l'information
Direction Générale des investissements

Page 8

SYNTHESE FINANCIERE : groupe travaux / transp.

9 lois en dépassement

| Lois | Crédits votés | | Réalisé | | Ecart (réalisé - crédits votés) | | |
|--|---------------|--------------|--------------|--------------|------------------------------------|------------|--------------|
| | Dép. | Rec. | Dép. | Rec. | Dép. | Rec. | |
| 4958 Construction du carrefour route Chancy et Pont-Butin | 8.70 | | 12.48 | 2.98 | 3.78 | 43% | 2.98 |
| 5121 Aménagements routiers de la ZI Bois-de-Bay | 9.42 | | 17.90 | 2.82 | 8.48 | 90% | 2.82 |
| 5162 Etude de la liaison routière sous la rade | 0.20 | | 1.46 | | 1.26 | 630% | |
| 5280 Etude de route d'évitement au Grand-Saconnex | 0.20 | | 0.37 | | 0.17 | 85% | |
| 5495 Travaux d'aménagement sur la route de Sauvergnny | 5.60 | | 6.00 | | 0.40 | 7% | |
| 5930 Réalisation de la 1ère étape de compostage sur le site de Nant de Châtillon | 2.60 | | 3.91 | 0.56 | 1.31 | 50% | 0.56 |
| 6233 Etude du tronçon genevois de la Voie suisse au bord du lac d'Uri | 0.12 | | 0.12 | | 0.00 | 4% | |
| 7124 Prolongement de la rue Lect | 17.10 | 4.00 | 17.19 | 7.65 | 0.09 | 1% | 3.65 91% |
| 7822 Travaux de transformation et d'aménagement du bâtiment «La Clairière» à Montfleury /Satigny | 3.41 | 1.31 | 3.89 | 2.15 | 0.48 | 14% | 0.84 64% |
| TOTAL lois en dépassement | 47.35 | 47.23 | 63.32 | 47.23 | 15.97 | 34% | 47.23 |

Mios F



Département des constructions et des technologies de l'information
Direction Générale des Investissements

Page 9

LOT 3

Boucllement des Crédits de programme 2008-2010 (L 10128 à 10143)



Département des constructions et des technologies de l'information
Direction Générale des Investissements

Page 10

Sommaire

- Introduction
- Architecture des crédits de programme
- Synthèse financière
- Tableau synoptique
- Variations de périmètre : durée, IPSAS, réorganisation
- Répartition annuelle
- Répartition par entité
- Répartition par type d'investissement
- Détails par Loi (10128 à 10143)
- Conclusion

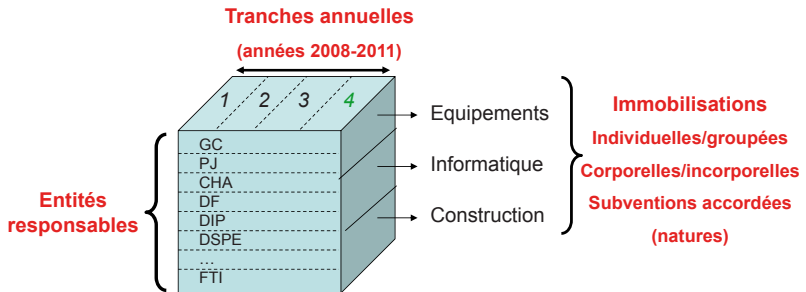


Introduction

- ▶ Les crédits de programme (CP) ont pour but de préserver la valeur du patrimoine administratif en prolongeant la durée de vie et/ou en augmentant le potentiel de service des immobilisations qui le composent. Ils permettent d'assurer le renouvellement et l'extension limitée des actifs existants ainsi que prendre en charge les investissements liés qui découlent de contraintes légales ou normatives de droit supérieur.
- ▶ Dans cette perspective, les montants prévus pour maintenir durablement en état et faire évoluer progressivement les infrastructures existantes sont en phase avec les amortissements annuels prévus à cet effet (env. 320 millions de francs/an d'amortissements ordinaires).
- ▶ La répartition en enveloppes par type et par nature d'investissement ainsi que les tranches annuelles n'étaient pas contraignantes, seuls les crédits totaux et les subventions allouées dans le cadre des crédits de programme étaient déterminants.
- ▶ Au terme des trois années couvertes par les crédits de programme 2008 à 2010, seuls les engagements en cours qui avaient été formalisés par des commandes fermes passées jusqu'à fin 2010 ont pu être comptabilisés sur l'exercice suivant (2011).



Architecture des crédits de programme



Vue multidimensionnelle



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENÈVE

Département des constructions et des technologies de l'information
Direction Générale des investissements

Page 13

Synthèse financière

| Crédits votés | Dépenses réelles | Ecart | | Taux de réalisation |
|---------------|------------------|---------------|------------|---------------------|
| 827.71 | 761.37 | -66.34 | -8% | 92% |

| Recettes attendues | Recette réelles | Ecart | | Taux de réalisation |
|--------------------|-----------------|---------------|-------------|---------------------|
| 33.03 | 11.44 | -21.59 | -65% | 35% |

| Inv. nets votés | Inv. nets réels | Ecart | | Taux de réalisation |
|-----------------|-----------------|---------------|------------|---------------------|
| 794.68 | 749.93 | -44.75 | -6% | 94% |



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENÈVE

Département des constructions et des technologies de l'information
Direction Générale des investissements

Page 14

Tableau synoptique des CP 2008-2010 *en mios F*

| CP 2008-2010 | Crédits votés | Dépenses réelles | Ecart | Taux de réalisation | Recettes attendues | Recettes réelles | Ecart |
|---------------------|---------------|------------------|---------------|---------------------|--------------------|------------------|---------------|
| 10128 - GC | 1.16 | 0.86 | -0.30 | 74.5% | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 10129 - PJ | 0.49 | 0.48 | -0.01 | 97.6% | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 10130 - CHA | 0.15 | 0.14 | -0.01 | 96.6% | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 10131 - DF | 0.76 | 0.73 | -0.02 | 97.1% | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 10132 - DIP | 29.53 | 23.14 | -6.39 | 78.4% | 0.92 | 0.55 | -0.37 |
| 10133 - DI (DSPE) | 15.04 | 14.82 | -0.22 | 98.5% | 0.17 | 0.47 | 0.30 |
| 10134 - DCTI | 4.36 | 4.28 | -0.08 | 98.2% | 1.49 | 0.07 | -1.42 |
| 10135 - DT (DIM) | 44.14 | 36.50 | -7.65 | 82.7% | 0.23 | 0.54 | 0.32 |
| 10136 - DSE | 3.51 | 2.92 | -0.59 | 83.2% | 0.75 | 0.06 | -0.69 |
| 10137 - DES (DARES) | 3.64 | 3.43 | -0.21 | 94.2% | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 10138 - BATIMENTS | 274.88 | 247.97 | -26.91 | 90.2% | 0.50 | 3.03 | 2.53 |
| 10139 - GENIE CIVIL | 108.17 | 89.40 | -18.77 | 82.6% | 21.84 | 0.00 | -21.84 |
| 10140 - CTI | 148.08 | 145.82 | -2.26 | 98.5% | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 10141 - HUG | 133.13 | 132.87 | -0.26 | 99.8% | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 10142 - UNI | 55.09 | 54.81 | -0.27 | 99.5% | 6.00 | 2.91 | -3.09 |
| 10143 - FTI | 5.61 | 3.21 | -2.40 | 57.2% | 1.13 | 3.81 | 2.67 |
| TOTAL | 827.71 | 761.37 | -66.34 | 92.0% | 33.03 | 11.44 | -21.59 |

Crédit total voté : 828 mios F

Dépenses totales : 761 mios F



Taux de réalisation des dépenses : 92%



Département des constructions et des technologies de l'information
Direction Générale des investissements

Page 15

Un périmètre mouvant

► DUREE

Une durée initiale de 3 ans / des dépenses imputées sur 4 ans
imputation en 2011 du solde des commandes engagées fin 2010

► ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION

Les CP se basait sur l'organisation de l'Etat en 2007
Suite au changement de législature de 2010 le périmètre de plusieurs crédits de programme a évolué de manière importante.

Les enveloppes votées des CP n'ont pas été adaptées : les entités transférées d'un département à un autre ont continué à utiliser le crédit de leur département d'origine.

► IPSAS ET NOUVEAU REGL. SUR LES INVESTISSEMENTS

Transfert de certaines dépenses des budgets d'investissement vers les budgets de fonctionnement

En application des normes IPSAS, certaines charges de personnel sont imputées en dépenses d'investissement (activation)

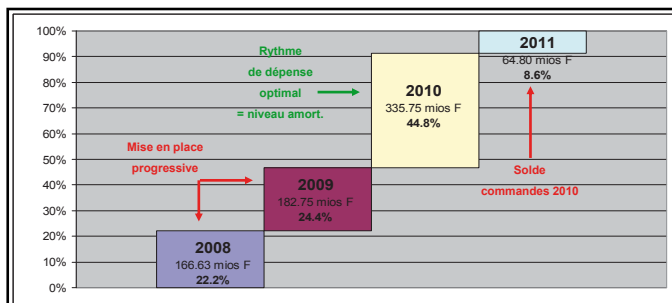


Département des constructions et des technologies de l'information
Direction Générale des investissements

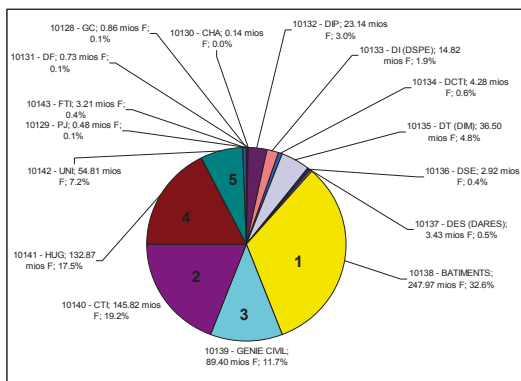
Page 16

Répartition annuelle des tranches 2008-2011

| en mios F | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | TOTAL |
|------------------------|--------|--------|--------|-------|--------|
| Dépenses | 172.55 | 192.68 | 341.13 | 55.02 | 761.37 |
| Recettes | 5.92 | 9.93 | 5.38 | -9.79 | 11.44 |
| Dépenses nettes | 166.63 | 182.75 | 335.75 | 64.80 | 749.93 |



Répartition des dépenses par CP



5 CP regroupent 88% des dépenses :

► Les deux CP transversaux, bâtiments (1) et CTI (2), constituent, avec celui du génie civil (3), **63%** des dépenses.

► Les 2 CP des établissements autonomes, HUG (4) et UNI (5) regroupent **25%** des dépenses.

Les 11 autres CP se partagent **12%** des dépenses.

Types d'investissement

- ▶ Equipements *
 - Immos génériques (meublier, véhicules, audiovisuel, ...)
 - Immos spécifiques (ateliers, laboratoires, équip. pédagogiques, ...)
- ▶ Informatique *
 - Immos corporelles (infrastructures télécom, postes de travail, serveurs, éditique, stockage de masse,...)
 - Immos incorporelles (applications, logiciels, données SITG...)
- ▶ Constructions
 - Bâtiments (locaux administratifs, écoles, hôpitaux, prisons,...)
 - Ouvrages d'art / génie civil (infrastructures routières, transports publics, ...)
 - Terrains

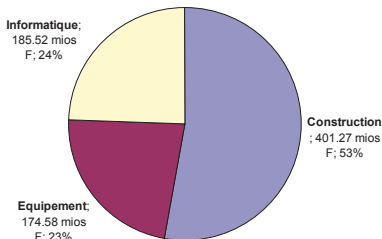
* Immobilisations individuelles ou groupées



Répartition des dépenses par type d'investissement

| TYPE | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | CUMUL |
|--------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|
| Construction | 86.84 | 107.13 | 177.60 | 29.70 | 401.27 |
| | 52.0% | 53.3% | 52.2% | 55.8% | 52.7% |
| Equipement | 36.16 | 42.20 | 78.52 | 17.70 | 174.58 |
| | 21.6% | 21.0% | 23.1% | 33.3% | 22.9% |
| Informatique | 44.09 | 51.80 | 83.81 | 5.83 | 185.52 |
| | 26.4% | 25.8% | 24.7% | 10.9% | 24.4% |
| TOTAL | 167.09 | 201.12 | 339.94 | 53.22 | 761.37 |

en mios F



Crédits de programme 2008-2010

-

Présentation de chaque loi



CP 2008-2010 du Grand Conseil (L 10128)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| Dépenses | 1.16 | 0.09 | 0.61 | 0.16 | 0.00 | 0.86 | -0.30 |
| Recettes | 0.00 | | | | | 0.00 | 0.00 |

- Le taux de réalisation de ce CP est de **74%**
- Les dépenses de 0.86 mios F sont essentiellement imputables au **renouvellement du parc informatique des députés (99%)**
- Le solde des dépenses concerne des renouvellements de mobilier et d'équipement



CP 2008-2010 du pouvoir judiciaire (L 10129)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| Dépenses | 0.49 | 0.10 | 0.10 | 0.28 | 0.00 | 0.48 | -0.01 |
| Recettes | 0.00 | | | | | 0.00 | 0.00 |

- Le taux de réalisation de ce CP est de **98%**
- Les dépenses de 0.48 mios F concernent **uniquement des équipements** et ont permis :
 - le remplacement du mobilier de 5 salles d'audience (0.1 mio F)
 - l'acquisition ou le remplacement de 60 postes de travail (0.26 mio F)
 - le remplacement du matériel audiovisuel des juridictions pénales (0.12 mio F)



CP 2008-2010 de la Chancellerie (L10130 + L10563)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| Dépenses | 0.15 | 0.03 | 0.05 | 0.06 | 0.00 | 0.14 | -0.01 |
| Recettes | 0.00 | | | | | 0.00 | 0.00 |

- Le taux de réalisation de ce CP est de **97%**
- Un crédit complémentaire à cette loi a été voté pour 0.05 mio F (L10563)
- Les dépenses de 0.14 mio F concernent **uniquement des équipements** et ont permis :
 - Le renouvellements des places de travail les plus anciennes des collaborateurs/trices de la chancellerie ainsi que l'acquisition de mobilier nécessaire au bon fonctionnement des services.
 - Le crédit complémentaire de 0.05 mio F a permis d'équiper en mobilier et en matériel les nouvelles structures ayant rallié la Chancellerie après le vote de la loi 10130



CP 2008-2010 du département de finances (L10131 + L10560)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|-------|
| Dépenses | 0.76 | 0.03 | 0.16 | 0.50 | 0.04 | 0.73 | -0.02 |
| Recettes | 0.00 | | | | | 0.00 | 0.00 |

- Le taux de réalisation de ce CP est de **97%**
- Un crédit complémentaire à cette loi a été voté pour 0.56 mio F (L10560)
- Les dépenses de 0.73 mio F concernent **uniquement des équipements** et ont permis :
 - Le remplacement des postes de travail les plus anciens (bureaux, chaises, lampes, accessoires de bureau et armoires) ainsi que l'équipement des salles de réunions pour un coût total de 0.68 mio F
 - Le renouvellement des équipements audiovisuels des salles de réunion pour permettre un travail efficace (0.054 mio F)



CP 2008-2010 du département de l'instruction publique (L 10132)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|-------|
| Dépenses | 29.53 | 8.68 | 6.58 | 6.82 | 1.05 | 23.14 | -6.39 |
| Recettes | 0.92 | 0.00 | 0.00 | 0.55 | 0.00 | 0.55 | -0.37 |

- Le taux de réalisation de ce CP est de **78%** : l'entrée en vigueur du nouveau règlement sur les investissements en 2008, après l'élaboration du CP, a eu pour conséquence qu'un certain nombre d'achats sont comptabilisés de facto en fonctionnement alors qu'ils ont été prévus et autorisés initialement en investissement
- Les dépenses de 23.14 mios F concernent essentiellement les équipements (97%) et ont permis:
 - Le renouvellement des équipements pédagogiques et administratifs des écoles et services centraux (20 mios F)
 - Le renouvellement des équipements audiovisuels et des logiciels pédagogiques dans les écoles (1.5 mios F)
 - Les acquisitions d'œuvres mobiles et intégrées par le FCAC (1.2 mios F)
 - Le subventionnement de l'équipement et l'aménagement de diverses institutions de l'enseignement et de l'éducation spécialisées (0.2 mio F)



CP 2008-2010 du département des institutions (DSPE actuel) (L 10133)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|-------|
| Dépenses | 15.04 | 3.33 | 3.60 | 6.45 | 1.44 | 14.82 | -0.22 |
| Recettes | 0.17 | 0.00 | 0.00 | 0.47 | 0.00 | 0.47 | 0.30 |

- Le taux de réalisation de ce CP est de **98%**
- Les dépenses de 14.82 mios F concernent quasi exclusivement des équipements (99.7%) et ont permis :
 - Le renouvellement du mobilier, des équipements spécifiques et des véhicules de la police (12.67 mios F)
 - Le renouvellement et le remplacement du mobilier, du matériel et des équipements des établissements pénitentiaires (1.17 mios F)
 - Le renouvellement du mobilier, du matériel et des machines des autres services (secrétariat général, offices des poursuites et faillites) pour 0.97 mio environ



CP 2008-2010 du département des constructions et des technologies de l'information (L 10134)

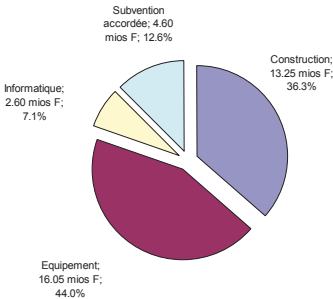
| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|-------|
| Dépenses | 4.36 | 1.30 | 1.21 | 1.21 | 0.56 | 4.28 | -0.08 |
| Recettes | 1.49 | 0.00 | 0.00 | 0.07 | 0.00 | 0.07 | -1.42 |

- Le taux de réalisation de ce CP est de **98%**
- Les dépenses de 14.82 mios F concernent quasi exclusivement des équipements (99 %) et ont permis :
 - Le renouvellement des véhicules spéciaux et des équipements d'exercice et d'intervention de la sécurité civile (env. 2,37 millions) dont 4 véhicules pour 1,56 millions (berce simulateur feu et porte-berce, camion de commandement PCI, fourgon pour le service de déminage)
 - Le renouvellement du mobilier, des équipements et du matériel des services et pour le nettoyage des bâtiments



CP 2008-2010 du département du territoire (actuel DIM) (L 10135)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|-------|
| Dépenses | 44.14 | 13.98 | 13.04 | 7.72 | 1.75 | 36.50 | -7.65 |
| Recettes | 0.23 | 0.02 | 0.19 | 0.34 | 0.00 | 0.54 | 0.32 |

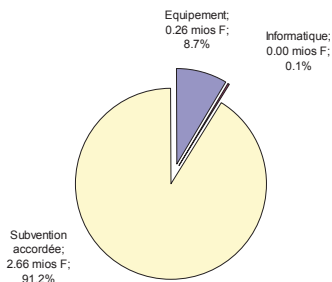


- Le taux de réalisation de ce CP est de **83%** : les études TRAM initialement prévues dans le CP ont été comptabilisées sur la loi H1.50
- Les dépenses de 36.5 mios F concernent :
 - Des **équipements (44%)** essentiellement dans les domaines de la mobilité (12.1 mios F), de l'environnement (1 mio F), de la nature et des paysages (1.4 mios de F)
 - Des **constructions (36%)** relatives à la nature et aux paysages (12.6 mios F) et au domaine de l'eau (0.5 mio F):
 - Des **subventions accordées (13%)** au SIG pour l'entretien et le développement du réseau secondaire
 - De **données informatiques (7%)** de la mensuration officielle (2.2 mios F) et le renouvellement des orthophotographies et des modèles numériques d'altitude (0.3 mio F).



CP 2008-2010 du département de la solidarité et de l'emploi (L 10136)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|-------|
| Dépenses | 3.51 | 0.91 | 0.95 | 1.05 | 0.01 | 2.92 | -0.59 |
| Recettes | 0.75 | 0.00 | 0.06 | 0.00 | 0.00 | 0.06 | -0.69 |

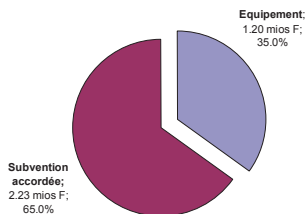


- Le taux de réalisation de ce CP est de **83%** : en prévision du regroupement des ORP sur le site de Montbrillant, le rythme des dépenses a été fortement contenu ce qui explique l'écart important sur les dépenses comme sur les recettes (investissements subventionnés par la Confédération)
- Les dépenses de 2.92 mios F concernent essentiellement :
 - Des **subvention accordées (91%)** pour le renouvellement du mobilier et de l'électroménager dans les EPI et les EPH
 - Des **équipements (9%)** dans les services et dans l'office régional de placement



CP 2008-2010 du département de l'économie et de la santé (DARE actuel) (L 10137)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|-------|
| Dépenses | 3.64 | 0.51 | 1.26 | 1.59 | 0.07 | 3.43 | -0.21 |
| Recettes | 0.00 | | | | | 0.00 | 0.00 |



- Le taux de réalisation de ce CP est de **94%**
- Les dépenses de 3.43 mios F concernent :
 - Des **renouvellement d'équipements (35%)** : véhicules (fourrière, service du commerce), appareils scientifiques du service de la consommation et des affaires vétérinaires, mobilier, matériel et équipements pour les différentes directions
 - Des **subventions accordées (65%)** pour le renouvellement des équipement et **l'entretien des bâtiments** des cliniques de Montana et Joli-mont



CP 2008-2010 transversale de l'office des bâtiments du DCTI (L 10138)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|--------|
| Dépenses | 274.88 | 53.68 | 58.22 | 115.52 | 20.55 | 247.97 | -26.91 |
| Recettes | 0.50 | 0.06 | 2.97 | 0.00 | 0.00 | 3.03 | 2.53 |

- Le taux de réalisation de ce CP est de **90%**
- Les dépenses de 247.97 mios F concernent, dans leur grande majorité, des constructions (99 %) et ont permis la rénovation, la maintenance et l'adaptation de nombreux objets du patrimoine immobilier de l'Etat de Genève : 960 chantiers sur 300 sites différents (voir slide suivante).
- Une subvention a été accordée à l'ONU au titre d'une participation du DCTI aux travaux de sécurité périphériques des organisations internationales pour un montant de 1.6 mios F.



Réalisations de l'office des bâtiments dans le cadre du CP 2008-10

45 chantiers > 1 mio F de dépenses
912 chantiers < 1mio F de dépenses

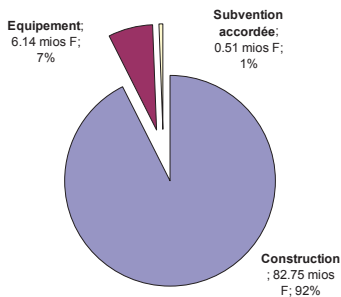
Quelques réalisations importantes (mios F):

| | |
|---|--------------|
| Agrandissement et rénovation CO Florence | 20.15 |
| Travaux de transformations et mise en place du Tribunal Pénal dans le bâtiment Annevelle | 18.24 |
| Rénovation et extension de La Pastorale | 8.75 |
| Transformations intérieures et rafraîchissement des façades du bâtiment centrale de UNI Bastions | 5.69 |
| Transformations des CEPTA en Centres de formation Professionnel dans le cadre du projet DIP-Pôles | 5.54 |
| Désamiantage de l'aile Jura du CO Coudriers | 5.37 |
| Rénovation cellulaires de la prison de Champ-Dollon | 4.67 |
| Chaufferie et cabine BT centralisée à Battelle | 4.13 |
| Assainissement de CO Foron (amiante) | 3.66 |
| Réfection des façades de l' EEJE Ecole d'Educateurs-trices du jeune enfant | 3.38 |
| Aménagement et réaménagement des étages en coordination avec les travaux de rénovation de l'Hôtel de Police | 2.36 |
| | 81.94 |



CP 2008-2010 de l'office du génie civil du DCTI (L 10139)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|--------|
| Dépenses | 108.17 | 25.33 | 26.12 | 33.06 | 4.88 | 89.40 | -18.77 |
| Recettes | 21.84 | 4.56 | 5.23 | 0.00 | -9.79 | 0.00 | -21.84 |



- Le taux de réalisation de ce CP est de **83%** : cet écart est essentiellement imputable à des construction de routes cantonales prévues mais qui n'ont pas été réalisées suite à des procédures non abouties, notamment des acquisitions de terrains difficiles à négocier (10 mios F) et à des entretiens et constructions de routes nationales prises en charge par la Confédération (6.2 mios F)
- Les dépenses de 89.40 mios F concernent :
 - Des **constructions (92%)** (voir slide suivante)
 - Des **renouvellement d'équipements (7%)** : véhicules et engins pour l'entretien du réseau routier cantonal; poids lourds (selon plan de mesures d'assainissement de l'air)
 - Une **subvention accordée (1%)** : participation du canton à la construction de la route d'accès au nouveau bâtiment ONUSIDA
- Les recettes initialement prévues concernaient les huiles minérales qui, selon recommandation de l'ICF, ont été comptabilisées en revenus de fonctionnement



Constructions de l'office du génie civil dans le cadre du CP 2008-10

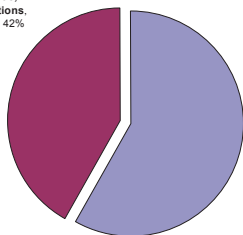
| | |
|---|--------------|
| Construction des routes cantonales | 24.30 |
| <i>Aménagement des routes cantonales</i> | 15.00 |
| <i>Participation cantonale versée aux communes pour la construction de collecteurs séparatifs communaux et l'évacuation des eaux claires des chaussées cantonales concernées.</i> | 1.10 |
| <i>Aménagement de modération du trafic, traversées piétons, pistes et bandes cyclables, sur l'ensemble du réseau routier cantonal pour améliorer la sécurité des usagers.</i> | 8.20 |
| Gros entretien des routes cantonales | 37.00 |
| <i>Profilages des chaussées</i> | 22.30 |
| <i>Eclairage public</i> | 2.80 |
| <i>Entretien, aménagement et renforcement des ouvrages d'art</i> | 11.90 |
| Infrastructures pour le réseau des transports publics | 21.40 |
| <i>Entretien du réseau de transports publics exploité par les TPG</i> | 12.70 |
| <i>Adaptation du réseau (dont Graveson 6.5 mios F)</i> | 8.70 |
| TOTAL CONSTRUCTION | 82.70 |



CP 2008-2010 transversal du Centre des technologies de l'information du DCTI (L 10140)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|--------------|
| Dépenses | 148.08 | 37.72 | 40.45 | 65.22 | 2.44 | 145.82 | -2.26 |
| Recettes | 0.00 | | | | | 0.00 | 0.00 |

Logiciel, licences, applications, : 61.32; 42%



Equipements informatiques : 84.5; 58%

- Le taux de réalisation de ce CP est de **98%**
- Les dépenses de 145.82 mios F concernent exclusivement de l'informatique. Elles concernent :
 - Des **équipements informatiques (58%) = immo. corporelles**
 - Des **logiciels applications et licences (42%) = immo. incorporelles**



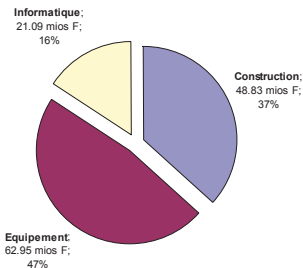
Réalisations du Centre des technologies de l'information du DCTI dans le cadre du CP 2008-2010

| | | |
|--------------------------------------|--------------|---------------|
| Immobilisations corporelles | 84.5 | 58.0% |
| Serveurs | 22.8 | 15.6% |
| Postes de travail | 19.8 | 13.6% |
| Câblage intérieur/extérieur | 17.7 | 12.1% |
| Equipements actifs R/T | 13.5 | 9.3% |
| Equipements spécialisés métiers | 7.3 | 5.0% |
| Robot stockage | 2.2 | 1.5% |
| Editique | 1.2 | 0.8% |
| Immobilisations incorporelles | 61.3 | 42.0% |
| Applications | 48.8 | 33.5% |
| Licences | 12.5 | 8.6% |
| TOTAL INFORMATIQUE | 145.8 | 100.0% |



CP 2008-2010 des HUG (L 10141)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| Dépenses | 133.13 | 9.65 | 28.37 | 74.10 | 20.74 | 132.87 | -0.26 |
| Recettes | 0.00 | | | | | 0.00 | 0.00 |



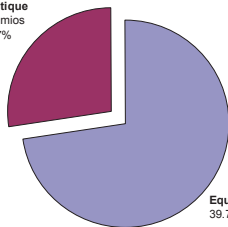
- Le taux de réalisation de ce CP est de **100%**
- Les dépenses de 132.87 mios F concernent des subventions accordées au titre :
 - Des **renouvellement d'équipements médico-technique et de logistique (47%)**
 - Des **travaux de rénovation (37%)**
 - Des **équipements informatiques (16%)**



CP 2008-2010 de l'Université de Genève (L 10142)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| Dépenses | 55.09 | 15.24 | 11.73 | 26.37 | 1.47 | 54.81 | -0.27 |
| Recettes | 6.00 | 0.00 | 0.10 | 2.81 | 0.00 | 2.91 | -3.09 |

Informatique
: 15.03 mios
F; 27%



- Le taux de réalisation de ce CP est de **99%**
- Les dépenses de 54.81 mios F concernent des subventions accordées au titre :
 - Des **renouvellement d'équipements (73%)** : machines, appareils scientifiques, mobilier, véhicules,...
 - Des **équipements et logiciels informatiques (16%)**
 - La **renovation des bâtiments de l'UNI est intégrée dans le CP OBA (L10138)**



CP 2008-2010 de la FTI – Fondation pour les terrains industriels de Genève (L 10143)

| En mios F | Crédits votés | Réalisé 2008 | Réalisé 2009 | Réalisé 2010 | Réalisé 2011 | Réalisé cumulé | Ecart |
|-----------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| Dépenses | 5.61 | 1.98 | 0.22 | 1.01 | 0.00 | 3.21 | -2.40 |
| Recettes | 1.13 | 1.29 | 1.38 | 1.14 | 0.00 | 3.81 | 2.67 |

- Le taux de réalisation de ce CP est de **57%** : certaines études et certains travaux de génie civils prévus n'ont pas pu être menés (étude aménagement de la ZIMEYSA, finition dessertes ZIPLO, dessertes de la ZIMOGA, études ZIBAT, ZIFAY, Secheron, Versoix, Berney et Caillat)
- Les dépenses de 3.21 mios F concernent exclusivement des constructions. Elles concernent :
 - **Des études** (frais de géomètre pour le remaniement parcellaire ainsi que ceux inhérents aux mutations); 0.7 mio F ou 22%
 - **Des travaux de génie civil** pour des aménagements, la réalisation de canalisations, de carrefours, d'écrans de verdure et de dessertes pour l'aménagement de zones; 2.5 mios F ou 78%
- La facturation des taxes d'équipement a généré des recettes de 3.81 mios F.



Conclusion

Votées pour un montant global de 828 mios F, les dépenses sur les crédits de programme 2008-2010 se sont élevées à 761 mios F atteignant **un taux de réalisation global de 92 %**.

Cet écart, somme toute peu important, s'explique par :

- **Une phase d'apprentissage** : mise en place opérationnelle progressive
- **La réduction globale des investissements (RGI)** : 200 mios F en 2008, 100 mios F en 2009 qui ont freiné les dépenses
- **Les normes IPSAS** : la délimitation entre fonctionnement et investissement a évolué entre la rédaction des CP en 2007 et l'entrée en vigueur des normes IPSAS en 2008

Finalement, la tranche 2010, 336 mios F, soit l'équivalent des amortissements annuels, est représentative du volume de dépense nécessaire pour maintenir durablement le potentiel de services et la valeur des actifs figurant au patrimoine administratif du canton.